



## Terrorismes d'État en Amérique latine



Actualités

Colombie



En Images

Amazonie équatorienne



Hommage

Hasta siempre Miguel !

## Le conflit Russie-Ukraine : à la conquête du troisième bloc

*Cela fait maintenant près de deux mois que l'invasion de l'Ukraine par la Russie fait rage sous les ordres de Vladimir Poutine. Il s'agit de l'attaque militaire la plus importante qu'ait connue l'Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Très rapidement, les Occidentaux incarnés par l'Union Européenne, le Royaume-Uni, les États-Unis ou encore le Canada et l'Australie montrent leur opposition ferme contre ces agissements. À 10 000 kilomètres de cette scène de guerre, l'Amérique latine devient elle aussi un territoire-clé dans ce conflit.*



Photo : DR.

La région est tiraillée entre plusieurs tendances : la neutralité diplomatique qui la caractérise en temps de guerres (et plus ou moins appliquée durant les deux guerres mondiales), un anti-impérialisme et un « *anti-américanisme* » prégnants, une présence toujours plus importante de la Russie - et par extension de la Chine - dans la région et un rejet traditionnel de toute forme d'ingérence étrangère dans les affaires d'un pays souverain.

### **Entre convictions et intérêts**

Dès le début du conflit, l'Amérique latine se montre divisée et peine à affirmer une position commune, notamment au niveau des exécutifs. Ce fut le cas par exemple au sein de l'Organisation des États Américains (OEA), où, deux jours après le début de l'invasion, l'ensemble des pays de la région a voté une sanction envers la Russie, à l'exception de quatre pays qui ont fait le choix de l'abstention : l'Argentine, le Brésil, le

Nicaragua et la Bolivie. De la même manière, le 2 mars 2022, l'Assemblée Générale des Nations Unies vote à une écrasante majorité une résolution demandant un *cessez-le-feu* à la Russie. Sur les 193 membres des Nations unies, seules la Biélorussie, la Corée du Nord, l'Érythrée et la Syrie rejettent le texte. En ce qui concerne les pays d'Amérique latine, Cuba, le Nicaragua et la Bolivie s'abstiennent, tandis que le Venezuela n'a pu s'exprimer car il a perdu son droit de vote depuis janvier dernier en raison d'une dette trop importante à l'égard de l'organisation. Un mois plus tard, le 7 avril 2022, la Bolivie, Cuba et le Nicaragua se prononceront contre la suspension de la Russie du Conseil des droits de l'homme tandis que le Brésil, le Mexique et le Salvador s'abstiendront. Ces votes et ces abstentions de plusieurs anciens pays de l'ALBA s'expliquent notamment par leur rejet de la stratégie impérialiste étasunienne et de l'OTAN. On pourra tout de même remarquer qu'en 2014, lors de la dernière crise en Ukraine, la Russie avait obtenu le soutien

de dix pays – dont Cuba, la Bolivie, le Venezuela et le Nicaragua : ce n'est plus le cas en 2022. Dans les mois qui ont précédé l'invasion militaire en Ukraine, la Russie a bien tenté un nouveau rapprochement avec certains États latino-américains. En effet, Poutine avait invité Alberto Fernández mais aussi Jair Bolsonaro : des rencontres constituant, selon certains spécialistes, un moyen pour Moscou de montrer qu'elle a une place diplomatique à part entière au sein de pays émergents et voisins des États-Unis, son principal ennemi. Bien que la condamnation reste timide, les positions de l'Argentine ont par la suite évolué, jusqu'à annoncer être ouverte à recevoir des réfugiés ukrainiens.

Dans le cas brésilien, Jair Bolsonaro mise sur les relations russo-brésiliennes en dépit de la solidarité envers l'Ukraine qui avait été pourtant approuvée par ses diplomates au sein des instances internationales. Il préfère entretenir une certaine ambiguïté pour ne pas fragiliser les accords commerciaux

contractés par le passé. C'est pourquoi, il a dernièrement assumé son opposition à la potentielle exclusion de la Russie du G20, proposée par Joe Biden, dans la continuité de son exclusion du G8 à la suite de l'annexion de la Crimée en 2014.

Mais le vrai casse-tête géopolitique va se jouer dans le Venezuela de Nicolás Maduro, ce dernier ayant exprimé en mars son « *fort soutien* » à Poutine tout en appelant à une négociation de paix. Malgré ce positionnement, les États-Unis, en quête d'une nouvelle alternative au pétrole russe pour assurer leur sécurité énergétique, sont prêts à négocier avec la République Bolivarienne qui avait fait les frais de la rupture diplomatique de 2019. L'embargo des États-Unis déclenché le 8 mars en Russie constitue désormais une opportunité pour le Venezuela de relancer son industrie pétrolière, par ailleurs affaiblie par la crise économique

et les sanctions qui le paralysent. Le temps nous dira si Maduro acceptera le jeu étasunien.

### De « tiers-monde » à troisième bloc ?

La guerre en Ukraine expose les fragilités régionales mais aussi les évolutions diplomatiques d'un continent tiraillé par des intérêts économiques et politiques divergents. La Russie a su se faire une place précieuse au travers du secteur de l'agriculture, de l'énergie mais aussi plus récemment de la santé dans plusieurs pays. C'est notamment pendant la pandémie du COVID-19 qu'elle s'est présentée comme une solution de secours face aux ruptures de stocks des laboratoires occidentaux, en fournissant 90 millions de doses de vaccin Sputnik V à l'Amérique latine. Enfin, ce conflit contemporain est révélateur d'une nouvelle dynamique mondiale qui donne désormais de l'importance à des régions qui étaient

historiquement placées au rang de périphéries dans les affrontements. Aujourd'hui, les deux blocs de la guerre froide passée sont à la conquête du « *troisième bloc* » dans une bataille idéologique sans précédent.

Emma GUILLAUME  
FAL Paris

## BRÈVES

### LE CONSERVATEUR RODRIGO CHAVES ÉLU PRÉSIDENT DU COSTA RICA

Rodrigo Chaves, candidat du nouveau parti progrès social-démocrate a remporté, le 3 avril 2022, le second tour de l'élection présidentielle avec 52,9 % des voix.

Ancien cadre de la Banque mondiale, Rodrigo Chaves a gagné face au représentant du *Parti de Libération Nationale* et ex-président, José María Figueres, qui avait gouverné le pays de 1994 à 1998. Il devient le 49<sup>ème</sup> président du Costa Rica. Il a suivi une trajectoire fulgurante durant la campagne électorale. Qualifié en outsider lors du premier tour le 6 février à la tête du tout nouveau *Parti Progrès Social Démocratique*, il a très vite grimpé dans les sondages durant les deux mois de l'entre-deux tours.

Rodrigo Chaves est finalement élu au terme d'une campagne populiste durant laquelle il n'a cessé d'attaquer la politique politicienne et d'exprimer sa volonté de se démarquer des partis traditionnels dont son adversaire José María Figueres était un représentant.

Le nouveau président ne disposera cependant pas de majorité au Parlement et devra composer avec les autres partis. Il promet d'apporter des solutions aux problèmes qu'affronte le Costa Rica : la dette extérieure, équivalente à 70% du PIB, la pauvreté, qui frappe 23% de la population, le chômage à 14%, et les scandales de corruption dans le secteur public.

Il a été accusé et sanctionné pour des faits de harcèlements sexuels à l'encontre de deux collaboratrices entre 2008 et 2013, alors qu'il travaillait pour l'organisation financière internationale. Sa candidature à la présidence a soulevé l'indignation de nombreuses Costariciennes, mais cela ne l'a pas empêché d'être élu.

### PARAGUAY : REFUGE DES ALLEMANDS COMPLICITES ET ANTI-VAX DANS LE CONTEXTE DE LA COVID-19

En mars dernier, une famille allemande a été interceptée à l'aéroport international Silvio Pettrossi de la ville d'Asunción au Paraguay, aucun de ses membres ne possédant de passeport vaccinal ou « *pass sanitaire* », désormais indispensable pour entrer sur le territoire paraguayen. Ces derniers n'ont donc pas pu entreprendre ce que bon nombre de leurs compatriotes ont réalisé pendant et avant la crise sanitaire : émigrer au Paraguay.

Grâce à ses conditions d'accueil plutôt flexibles, ce petit pays d'Amérique du sud abrite plusieurs communautés de citoyens allemands ayant fui les mesures jugées trop restrictives, mises en place par le gouvernement allemand, pour lutter contre la Covid-19.

Durant la pandémie, l'Allemagne est devenue le pays européen comptant le plus d'expatriés au Paraguay ; les Allemands sont désormais la troisième nationalité d'expatriés et/ou d'émigrés dans le pays, derrière les Brésiliens et les Argentins.

En 2021, environ 2 000 Allemands se sont installés au Paraguay, quasiment trois fois plus qu'en 2020. Le profil de ces expatriés allemands varie. Bien que la pandémie ait été un catalyseur de l'arrivée d'allemands anti-vax et en opposition à la politique migratoire de leur pays qu'ils jugent trop complaisante à l'égard des immigrés, notamment en provenance des pays arabes, ce pays sud-américain accueille aussi des retraités allemands souhaitant profiter de leur retraite à moindre frais, ainsi que des actifs à la recherche d'une autre vie.

Néanmoins ces nombreuses installations ne sont pas sans conséquences pour les populations locales qui voient le prix des terrains augmenter de manière significative.